

DU 2 AU 8 OCTOBRE 2017

PRIX BAYEUX-CALVADOS
DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

**CATÉGORIE
PRESSE ÉCRITE**

Fritz SCHAAP – DER SPIEGEL

**« Despair and debauchery in
Assad's Capital »**

VERSION TRADUITE

SYRIE

Novembre 2016 – Janvier 2017

Peur et vertige

À Damas, la capitale du régime de Bachar al-Assad, les habitants essaient d'oublier la peur. Les milices font du trafic de drogue. Les derniers dissidents se cachent.

Par un clair matin d'automne, peu après le lever du soleil, un minibus quitte Damas. Il évite le Northern Highway à hauteur du front, des snipers pourraient être en embuscade. Ensuite il fera demi-tour sur la voie rapide et filera vers le nord en direction des montagnes côtières et de la ville de Homs.

Par ce jeudi matin, six personnes ont pris place dans le minibus, toutes résident dans la Syrie du président Bachar al-Assad. Ce sont des membres du groupe de randonneurs Phoenix Adventure. Il y a là un barman, une étudiante, un designer, un sportif amateur, une entraîneuse sportive, une maquilleuse et... un chien berger. Ils partent faire une excursion.

L'ambiance est joyeuse. « En route pour l'aventure ! » lance le barman Kinan Haddad, bien qu'un peu encore endormi.

À mesure que le bus gravit lentement les lacets sur le flanc du mont Qassioun, Damas, la capitale du régime de Bachar al-Assad, disparaît peu à peu au loin. L'immense étendue de maisons gris-brun est prise dans la brume du petit matin d'où surgissent quelques minarets et clochers. Sur une colline à côté de la montagne aride, on peut voir le palais présidentiel, massif comme un bunker. La ville de Damas est blottie au pied de la montagne, prise entre crainte et arrogance.

Elida Sanjar, 21 ans, ongles vernis rose, étudiante en économie, est avachie sur une étroite banquette, encore épuisée par la fête d'hier. Elle dit qu'elle est pour Assad parce qu'elle est contente de pouvoir faire sans problème des études d'économie et des fêtes le soir. Surtout maintenant qu'il y a de moins en moins d'obus de mortier qui tombent sur la ville.

À côté d'elle est assis son ami Kinan, le barman. Petit et trapu, calvitie précoce, sourire juvénile et yeux encore rougis par le sommeil. « Yolo » dit-il pour : « You only live once » (on ne vit qu'une fois). Presque tous ses amis ont fui en Europe. Lui a préféré ouvrir un bar et il fait la fête aussi souvent que possible. Il dit que l'État n'existe que là où le régime est implanté. Et cette stabilité est tout ce qui compte pour lui.

Toutes les personnes présentes dans le bus soutiennent le régime pour des raisons différentes. Ce qui les uni – et on voit bien là le succès de la stratégie d'Assad qui se présente comme le moindre mal – c'est la peur de l'État Islamique. Elle pousse nombre de gens dans les bras d'Assad, après que des millions de personnes ont fui le pays par peur des horreurs de la guerre.

Durant ces journées, Alep-Est, le bastion de la rébellion est en train de tomber ; les avions et les hélicoptères russes et syriens lâchent impitoyablement leurs bombes sur cette partie de la ville pendant qu'au sol les milices chiites s'emparent de la ville, quartier après quartier. À Alep, grâce au soutien de l'Iran et de la Russie, le régime progresse vers une victoire militaire qui pourrait marquer un tournant pour le pays tout entier. Quand on pose la question à ces gens qui partent aujourd'hui en excursion,

quand on leur parle de bombes qui tombent sur les écoles et les hôpitaux à Alep, leur réponse est brève.

Kinan dit : C'est la guerre.

Elida : Quel autre choix a le gouvernement ? Il faut bien qu'ils protègent Damas. Il faut bien que l'on vive.

Le chef du groupe dit : Les civils d'Alep sont eux-mêmes responsables, ils ont offert un asile aux terroristes.

À Damas d'où sont originaires tous les gens de ce groupe, à quelques 350 km au sud d'Alep, la vie n'a pas changé à première vue. Quand on pénètre au cœur de la ville, on ne voit la guerre que par la présence de nombreux check-points et les affiches montrant les portraits des martyrs. Dans les souks, les petites rues tortueuses de la vieille ville, il y a toujours foule, on y trouve de tout, des tapis, des coques de téléphones mobiles, des objets en or et en argent, des stands qui vendent de la lingerie en dentelles et des soutiens-gorge dont la fermeture saute quand on frappe dans ses mains.

Dans la vieille ville, on vend toujours les célèbres kebabs, dans les hôtels on chauffe de nouveau les sols en marbre des cours intérieures – nous sommes en hiver –, et les pèlerins parfois venus de loin continuent toujours d'affluer pour se rendre à la Grande Mosquée des Omeyyades. Dans le somptueux Opéra, le public porte costume et robe de soirée, les annonces sont faites en anglais, français et arabe, comme si Damas était toujours une ville internationale.

Sur la place en face de l'Opéra s'affiche depuis peu un slogan écrit en lettres gigantesques : I love Damascus. Une campagne de promotion imaginée par l'équipe marketing de la ville dont le programme annonce aussi l'organisation d'un marathon. Des vidéos prises par des drones présentent la ville de façon élégante. L'objectif est clair : montrer que Damas fonctionne. Damas est la forteresse d'Assad, son plus grand atout dans la guerre de propagande. Le message est celui-ci : là où nous sommes les maîtres, la vie continue comme par le passé.

C'est la raison pour laquelle on ne voit aucune trace de destruction dans le centre-ville. Quand des obus touchent la vieille ville et les quartiers alentour, les premiers à arriver après les ambulances, ce sont les ouvriers et les artisans. On ne doit laisser subsister aucune trace de la guerre. Assad met tout en œuvre pour envoyer au reste de ce pays détruit, qui fut autrefois la Syrie, l'image d'une métropole prospère.

Deux heures plus tard, le soleil est déjà haut dans le ciel et le minibus passe tout près de la ville de Homs où fleurissait naguère la rébellion, ce qui lui a valu d'être brutalement châtiée par Assad. Aujourd'hui Homs est en grande partie une ville fantôme. De la fumée monte des ruines qui se profilent au loin. Personne dans le groupe n'y fait attention. Tous préfèrent parler de bière. Comme les brasseries syriennes ont été détruites, ils sont obligés de boire de la bière brassée au Liban et pour eux elle serait loin de valoir la bière syrienne.

Viens à Lattaquié, lance l'un des membres du groupe assis au fond du minibus. Lattaquié est le bastion d'Assad. Située en bordure de la Méditerranée, c'est l'Ibiza de la Syrie. « Même à Alep, il y a encore des fêtes de dingues ! », lance le chef du groupe. Les clips sur les nuits de fêtes à Alep-Ouest que diffuse le régime à des fins de

propagande correspondent exactement à la réalité, dit-il. En septembre, les autorités avaient produit deux étranges vidéos destinées au tourisme ; on voyait un Alep-Ouest totalement intact, des espaces verts bien soignés, des piscines d'hôtel d'un bleu turquoise et des night-clubs bondés.

Mais il n'est pas difficile de trouver les failles dans ces histoires, même en ce qui concerne Damas. L'économie est à bout de souffle, les commerçants se plaignent de chiffres d'affaires qui se réduisent comme une peau de chagrin ; les 1,8 millions de réfugiés qui ont cherché refuge dans la ville et ses environs redoutent l'arrivée de l'hiver, car ils sont peu nombreux à pouvoir se payer le pétrole pour faire marcher les petits poêles métalliques avec lesquels les pauvres se chauffent ici et qui ont une fâcheuse tendance à exploser. Il y a parfois jusqu'à dix familles qui s'entassent dans l'une des maisons délabrées de la vieille ville.

Le bruit des générateurs diesel emplît toutes les rues commerçantes, car il n'y a du courant que quelques heures par jour. Dans les quartiers pauvres, les gens stockent dans des batteries automobiles en provenance de Taiwan le peu d'électricité qu'ils reçoivent. L'inflation ampute les salaires et détruit la classe moyenne. La livre syrienne vaut dix fois moins qu'avant la guerre. À Damas, soit on est riche, soit on est pauvre. Entre les deux, il n'y pas pratiquement plus personne.

Assad essaie encore de se présenter en père protecteur, depuis le haut de sa montagne. Mais les gens sont déstabilisés. Un psychiatre nous dit que le besoin en psychotropes a considérablement augmenté et il déplore les sanctions qui empêchent le réapprovisionnement. Dans les cafés on raconte que beaucoup de civils se procurent maintenant un permis de port d'arme car les criminels se montrent de plus en plus hardis.

Il y a toujours des centaines de combattants de l'EI et du groupe rebelle islamiste et radical Jabhat Fatah al-Sham dans l'ancien camp palestinien de Yarmouk, à seulement quatre kilomètres des discothèques et des bars. Les combattants ont creusé des tunnels dans tout le quartier. Ils rampent sous les positions de l'adversaire et de temps en temps on entend claquer des tirs de snipers entre les tranchées d'immeubles en ruines.

Ceux qui ne sont pas obligés de regarder la vérité en face préfèrent la refouler. De nombreux jeunes gens qui se sont arrangés avec la guerre ne lisent plus aucun journal. Ils ne veulent pas savoir ce qui se passe exactement à Alep. « Moins tu en sais, mieux tu te portes », dit Kinan, le barman. Ils se réfugient dans un monde coupé de la réalité, vont faire des excursions, se droguent, avalent des tranquillisants, se saoulent dans les fêtes ou se barricadent contre le monde extérieur. La plupart des autres ont déjà quitté le pays.

Mais en ville on rencontre aussi beaucoup de gens qui ne savent plus sourire. Ce sont ceux qui se tiennent au courant de l'actualité. Ceux qui disent que la vie ici ne se passe qu'en noir et blanc. Et qui, quel que soit leur bord, sont fatigués. Tristes. Déprimés. Parce que leur pays est en train de mourir.

Il y en a des dizaines de milliers d'autres que l'on ne voit pas dans les rues. Ils se cachent dans des appartements et des caves. Pour échapper au service militaire, aux services secrets, à la torture et à la mort.

Damas, un mélange d'hédonisme, de peur et de déclin.

Le bus du petit groupe de randonneurs s'arrête dans la vallée de Wadi al-Nasara, la vallée des Chrétiens, près d'un vieux monastère. De vertes collines avec de petits villages à proximité de la frontière libanaise. Cela fait longtemps qu'il n'y a plus eu de combats importants ici. Le but de l'excursion est le Krak des Chevaliers.

Pendant quatre heures, ils se frayent un chemin au milieu des petits chênes du Liban et des lianes épineuses des sous-bois. On rit beaucoup : sur ceux qui tombent sur le sol détrempé, sur le chien Bruno, sur Elida qui n'arrête pas de demander : « Je ressemble à quoi ? » Elle a emporté avec elle deux mini-enceintes qui diffusent une musique éraillée. Deux hélicoptères russes Mi-8 transporteurs de troupes passent au-dessus de la vallée, personne ne sait où ils se dirigent. De temps en temps le bruit de tirs sporadiques remonte le long de la pente. Personne ne sait qui est en train de tirer. Avant le coucher du soleil, peu avant d'arriver à la forteresse, le petit groupe traverse le village de Hassan. Il est en ruine. Les maisons sont abandonnées et meurtries par les tirs. Elida et Kinan se prennent la main. On peut encore voir sur le dos de leur main le tampon de la fête où ils étaient la nuit dernière.

Retour vers Damas. Nous sommes vendredi soir. C'est le moment où la jeunesse afflue dans les bars des quartiers de *Bab Charki* et de *Bab Touma*. Kinan doit retrouver son comptoir et Elida a envie d'un joint.

Kinan a appelé son bar *Nostalgie*, parce que les gens doivent se souvenir des beaux jours d'avant la guerre. Il a recouvert les murs de fausses briques et il a accroché des photos de Bob Marley, des Beatles et de Jimi Hendrix.

Il y a encore un an, il n'y avait aucune vie nocturne, dit-il. « Tout le monde avait peur de sortir de chez soi. » A l'époque il y avait encore régulièrement des tirs venus des quartiers contrôlés par les rebelles. Maintenant, à l'est de la vieille ville, on ne compte plus les bars qui s'ouvrent. Kinan sait pourquoi. Parce que quand on n'est pas un peu alcoolisé, tout est encore plus déprimant. « Les gens fument des joints comme des malades, ils se saoulent et prennent de la coke et s'enfilent du captagon et du speed sous forme de pilule ».

« Je ne me pose plus de questions sur ce qui va arriver », dit-il avec un sourire. Il sait que ces fêtes à n'en plus finir apparaissent choquantes à bon nombre de gens à Damas. Mais on n'est jeune qu'une fois, dit-il.

Juste à ce moment, trois obus de mortier tombent à proximité, l'un après l'autre, trois énormes explosions sourdes. Kinan ne bronche pas. Au contraire, il ouvre une bière. « Un bar dans un bunker, ce serait mon rêve. »

On découvrira plus tard que les trois obus de mortier ne sont tombés qu'à quelques centaines de mètres de là : le premier sur une maison où s'entassaient quatre familles de réfugiés, le deuxième sur une aire de jeu et le troisième devant la boutique d'un barbier qui a eu la jambe blessée par un éclat. Une femme de ménage originaire des Philippines a eu une jambe arrachée. Les obus ont été tirés par les combattants qui occupent le quartier de Jobar. Le gouvernement avait intensifié ses attaques dans cette zone.

Kinan a longtemps travaillé dans une banque. Dans le service de répression des fraudes. Mais lorsque l'UE et les USA, au printemps 2011, ont décrété de nouvelles sanctions contre la Syrie et quand, à partir de 2012, la guerre civile s'est rapprochée si près de Damas que beaucoup se demandaient si Assad pourrait conserver la ville, l'économie s'est effondrée.

Travailler dans une banque n'avait désormais plus aucun sens. En juillet, Kinan a ouvert son bar.

Les premiers clients arrivent dès le début de la soirée. Un groupe d'étudiantes commande une bouteille de whisky ; à peine une heure plus tard l'une d'entre elles est debout sur la table et rempli des petits verres avec du schnaps. Vers neuf heures, Kinan prend sa veste et part pour faire lui aussi la fête ailleurs. Personne ne parle des attaques d'aujourd'hui.

Il se dirige vers le quartier de Bab Touma, l'une des anciennes portes, qui mène à la vieille ville. Les autos se pressent dans les rues étroites qui conduisent vers le nouveau quartier à la mode, Bab Charki, où les églises et les mosquées côtoient des maisons à deux étages aux oriels de guingois. C'est le plus important quartier chrétien de la ville.

Les mortiers et les pluies de missiles n'ont pas délogé les habitants restés fidèles au gouvernement. Mais l'Église se rebiffe maintenant pour cause de tapage nocturne. La vie nocturne qui ne cesse de se développer ici cause un malaise, les autos des miliciens chiites qui combattent pour le régime et viennent se divertir ici, le soir, font trop de bruit. Depuis que des bars ont ouvert, dit un prêtre, il y a de plus en plus de chrétiens qui déménagent. Il soupçonne qu'on ait voulu les chasser. Récemment il a lui-même été attaqué par un milicien ivre.

Au bar *La Marionnette*, lumière tamisée et vieilles affiches de cinéma au mur, toutes les tables sont occupées. On se bouscule devant le bar. On passe de la musique du label Bar25 de Berlin. Kinan et Elida boivent du schnaps.

Leur Syrie n'est pas celle que le monde a oubliée. Ce n'est pas la Syrie où un dictateur bombarde et affame ses propres concitoyens. Ce n'est pas la Syrie des faubourgs assiégés. La Syrie de Kinan et Elida est celle qui est aidée par le Hezbollah, la Russie, l'Iran.

Mais la guerre coupe la ville en deux, tout comme elle coupe le pays en deux. Il y a ceux qui s'arrangent avec la réalité et ceux qui ne le font pas, ne peuvent pas, ne veulent pas. Ce sont ceux que plus personne n'aide. Ceux qui ont commencé, en 2011, à protester de façon pacifique contre le régime, qui ont initié une révolution que le monde regarde maintenant mourir.

L'un d'entre eux vit à Jaramana, une banlieue pauvre au sud-est de la ville, où des fils électriques sont tendus entre des maisons grossièrement crépies. Il demande à être appelé Houssam. Son plus long périple de l'an dernier fut d'aller jusqu'au magasin situé au bout de la rue. Impossible pour lui d'aller plus loin. Comme des milliers d'autres jeunes gens, Houssam est obligé de se cacher.

Beaucoup sont recherchés pour des raisons politiques, mais ils sont plus nombreux à le faire parce qu'ils seraient sinon enrôlés dans l'armée. Houssam ne veut pas combattre pour le régime contre lequel il a protesté pendant seize ans. Normalement il devrait être sous les drapeaux depuis quatre ans. Depuis que, le 18 octobre 2015,

des soldats en civil ont parcouru les rues de la ville et arrêté des milliers d'hommes, il ne quitte plus la petite rue où il habite.

Houssam était avocat. Quand les manifestations ont commencé en 2011, il est sorti de la léthargie où l'avait plongé sa dernière incarcération. Il est descendu dans la rue pour manifester lui aussi. Non sans souffrance, car en prison il avait été frappé aux genoux et aux chevilles avec des tuyaux en plastique qui lui avaient broyé les os.

Puis la guerre a commencé. Il a de nouveau été incarcéré, torturé et de nouveau libéré. Impossible de rencontrer Houssam chez lui, c'est trop risqué pour lui, mais on peut l'appeler au téléphone, et nous avons parlé tous les jours avec lui pendant une semaine.

Ce samedi, il nous dit qu'il est chez lui, comme tous les jours, dans son petit appartement, avec sa femme et sa fille. Il vit de l'argent que lui envoient ses parents et parfois des amis. « L'hiver va arriver. Comment payer le pétrole pour nous chauffer ? », dit-il. C'est la même question lancinante, tous les jours. Il manque d'argent pour la nourriture, le loyer le chauffage. Mais son principal souci, c'est : comment survivre ?

« Soit tu es pour le régime, soit tu es un ennemi. Soit tu fais partie de la milice, soit tu vis dans la peur. » Le régime contrôle son quartier de façon impitoyable. « Si ce ne sont pas les services secrets qui surveillent tes faits et gestes, ce sont les voisins qui le font, la société. » Un dicton circule à Damas : Nous nous réunissons pour boire et ensuite nous sommes ivres de la peur des autres.

Il n'a jamais voulu quitter le pays, dit-il. « Je pensais que notre mission était d'envahir les rues jusqu'à la disparition du régime. Mais maintenant je n'en peux plus. » Sur les cinquante personnes qu'il voyait régulièrement au début du soulèvement pour discuter de politique, chez les uns et chez les autres, dix sont peut-être encore à Damas. « Les autres, on les a envoyés au front pour s'en débarrasser. »

Ce dimanche, sa femme a invité une amie à venir à la maison. Elle a un fils de huit ans, sa fille a été tuée par un obus de mortier et son mari a été incorporé sous les drapeaux. Le petit garçon souffre de graves dépressions. Il a plusieurs fois tenté de se suicider, et il est devenu mutique. Houssam nous dit qu'il a quitté la pièce. « Je ne peux plus entendre ce genre d'histoire. »

Aujourd'hui, il a eu des informations transmises par des connaissances qui habitent dans les faubourgs. « Le gouvernement a commencé à ratisser tous les bâtiments en construction », nous dit-il. Ce sont des bâtiments où de nombreux réfugiés ont cherché un abri. Sans porte, sans fenêtre, sans eau, sans électricité. Mais pour 50 dollars de loyer par mois. « C'est là qu'ils vont maintenant chercher les hommes pour les enrôler. Ils se rapprochent de plus en plus », dit Houssam avant de raccrocher.

Effectivement, ceux qui profitent de la guerre ne sont qu'à quelques centaines de mètres de là où il habite et jettent littéralement l'argent par les fenêtres. Ce sont tous ces miliciens qui font la guerre pour Assad parce que son armée régulière a depuis longtemps quitté les avant-postes. Ils soutiennent le régime et se comportent comme s'ils étaient les maîtres du pays.

Le long d'une route qui conduit à Jaramana, en bordure de la ville, tout de suite après une rue entièrement bombardée, on trouve toute une série de bordels : le *Mörser*, le

Miami, le *Cléopâtre*, la *Rose de Fuat*. De gros 4x4 sont garés au milieu de taxis épuisés, de puissantes limousines Mercedes aux vitres teintées rôdent aux alentours. Il y a toujours eu des bordels à Damas. Sur la place d'Al Mardjan, juste à côté de la vieille ville, se trouvaient autrefois les souteneurs qui glissaient à ceux qui passaient près d'eux : « Istiraha ? », Une petite pause ? Les étages supérieurs des hôtels étaient réservés aux prostituées. Cela n'a pas plu au jeune Assad qui, dans les années 2000, a fortement restreint la prostitution. Mais depuis le début de la guerre, le plus vieux métier du monde a repris du poil de la bête.

Les bordels sont l'ultime degré de l'escapisme. C'est ici que viennent s'étourdir ceux qui font la guerre, qui tuent et torturent, pillent et saccagent.

Au cabaret *Violine*, une prostituée anémique vêtue d'une robe en éponge rose vient trébucher contre une table. Un homme en veste noire est assis là, le col London de sa chemise blanche est largement ouvert. Avec sa carte de crédit, il a fait une grande ligne de coke sur sa table et il l'aspire dans ses narines avec un billet de 1000 livres roulé en cornet. Il fait une deuxième ligne pour une autre fille et met dans sa bouche le reste qu'il masse contre ses gencives, avec un geste d'habitué. Personne n'y porte attention.

Sur la scène, une femme aux formes opulentes se contorsionne dans une robe fourreau noire, le visage outrageusement fardé. Elle chante une chanson d'amour.

Des 9 mm sont glissés dans les ceintures des hommes. Certains ont des liasses de billets à la main, de temps en temps ils en prennent un qu'il lance sur la scène, rétribution pour la corpulente chanteuse et signe de leur pouvoir.

Ce sont des officiers de l'armée mais surtout des hommes du NDF, les Forces de Défense Nationale. Cet organisme paramilitaire qui soutient le régime a une existence autonome proche de la criminalité. Ses membres pillent, volent, kidnappent, vendent de la drogue. Le gouvernement se montre impuissant face à eux. Dans une interview avec le magazine, Ali Haïdar, le ministre de la Réconciliation nationale, avoue que l'armée manque de moyens pour entreprendre quelque chose contre le NDF.

La guerre entraîne une économie de guerre, fait affluer l'argent dans les poches des affidés et des hommes de main. Les milices se font de l'argent en profitant de la chute du régime.

Rim, la prostituée de la table deux, a des sourcils tatoués et des lèvres minces qu'elle épaissit avec du rouge à lèvres. Les clients aiment ça. Elle a 37 ans et deux filles qu'elle doit protéger de la guerre. Il y a sept ans, elle a été bannie de la maison des parents de son ex-mari qui l'avait quittée. Elle a passé des nuits dans la rue avec l'une de ses filles. Maintenant elle travaille au *Violine*.

Elle tire une bouffée de sa cigarette. « C'est un job sûr en temps de guerre », dit-elle. Elle veut pouvoir payer les cours de danse de sa fille et subvenir à la nourriture. Rien de plus.

La guerre détruit la ville, fait fuir ses habitants, les épuise. Elle les sexualise aussi. Quand les lendemains ne sont plus assurés, il n'y plus guère de tabou. Les jeunes s'embrassent sans retenue en pleine rue, alors que c'était impensable auparavant, ils se retrouvent sous les porches des maisons de Bab Touma. Et les hommes viennent à Jaramana, poussés par les mêmes désirs.

Ce soir-là, Kinan et Alida, le jeune couple de randonneurs, sont au *Zodiak*, un bar de la vieille ville. Ils boivent du schnaps en écoutant de la techno qui passe à fond. L'après-midi, à quelques deux cents mètres de là, deux obus de mortier sont tombés et ont fait deux morts.

Quand les deux jeunes gens sont passés devant l'endroit, un peintre en bâtiment était déjà occupé à effacer les dernières traces. Ils boivent schnaps sur schnaps. On ne vit qu'une fois. Yolo. Puis Kinan ramène Elida à la maison par des petites rues pittoresques où des gens bien habillés sont en train de faire la fête et des voitures surbaissées s'apprêtent à partir pour le quartier chaud de Jaramana.

Même si cela peut paraître absurde, Damas reste une belle ville. Elle fonctionne. En surface. En-dessous, elle se vide de son sang, écrase ses habitants qui, poussés par la peur, se rassemblent derrière leur dirigeant qui trône sur sa montagne. Ou fuient. Ou meurent.

Il était une fois une nation

Depuis la chute d'Alep, le régime de Bachar al-Assad contrôle de nouveau toutes les grandes villes du pays. Une réconciliation entre les différents partis impliqués dans la guerre civile est-elle possible ? Voyage dans un État qui n'est plus que l'ombre de lui-même.

La partie Est d'Alep est un absurde champ de ruines où, par ce soir glacial de janvier, cinq hommes se retrouvent dans une boucherie autour d'un braséro cabossé.

Leurs pantalons sont sales, leurs visages couverts de suie, ça fait longtemps qu'il n'y a plus d'eau courante. Chaque soir, ces hommes se retrouvent ici pour se réchauffer, brûlant des pieds de table et des chaises, car il n'y a plus de poêles dans ce qui reste de leurs maisons.

La peur a enfin disparu, dit Ahmed Tubal, le propriétaire de la boucherie, après quatre années d'occupation de leur quartier de Chaar par les différents groupes rebelles. Et après les bombardements aériens de l'armée syrienne et russe qui ont détruit la moitié de la ville pour mettre fin à la guerre.

Les rebelles et ceux qui les soutenaient ont quitté la ville. Après la victoire du régime il ne reste plus sur place que les partisans de Bachar al-Assad. « Les bombardements étaient nécessaires pour chasser les islamistes », dit Tubal, un petit homme aux yeux fatigués. « Sinon, ils ne seraient jamais partis ». Les autres acquiescent à voix haute. « On n'en pouvait plus. Il fallait que ça s'arrête. Même s'il a fallu tout détruire, c'était le prix à payer. »

Visiter la Syrie d'Assad, cet État croupion centré autour des villes de l'Ouest et que le dictateur contrôle de nouveau grâce au soutien des Russes et des Iraniens, c'est pénétrer dans un univers apocalyptique. De gros camions citernes Mercedes remplis d'eau traversent les ruines d'Alep où patrouillent des blindés légers sur lesquels sont assis des soldats russes. À la télévision on voit souvent Assad et on lit la peur dans les yeux de nombreux habitants.

Notre voyage nous conduit dans les trois grandes villes du nord et de l'ouest : Alep, Lattaquié et Homs. Alep, devenu le symbole de la brutalité des bombardements. Lattaquié, le haut lieu du régime en bordure de la Méditerranée, à peine touché par la guerre et qui est resté une station de villégiature très appréciée durant l'été. Et enfin Homs, autrefois le centre de la rébellion, qui a été beaucoup détruit et qui doit servir de modèle à la reconstruction.

Quand on est journaliste et qu'on voyage en Syrie, il est impossible de se déplacer librement. Officiellement on ne peut visiter que les lieux pour lesquels on a obtenu une autorisation écrite délivrée à Damas. On n'a le droit de rencontrer que des gens favorables au régime. Toutes les autres rencontres doivent se faire de façon clandestine. La plupart du temps on est accompagné par des surveillants.

À Alep il n'y a qu'une femme qui assure cette fonction pour tous les journalistes venus du monde entier ; on discute presque toujours sans être surveillés. À Lattaquié en revanche, on est accompagnés par une escorte militaire, et à Homs, nous avons deux

surveillantes. Même s'il n'y a pas de surveillance directe, on se demande toujours si les gens que l'on rencontre disent vraiment ce qu'ils pensent ou si la peur dicte leurs mots.

Le régime souhaite que les visiteurs en arrivent à la conclusion que Bachar al-Assad est le seul capable de réunifier le pays. Mais que pensent vraiment les gens ? Quels sont les obstacles à la réconciliation et à la reconstruction ? Et Assad n'est-il pas lui-même le plus grand obstacle ?

1. Alep

« Ici, c'était un quartier tranquille, dit Ahmed Tibal, le boucher. Jusqu'au moment où ils sont arrivés. » Il cale sous ses pieds une plaque de contreplaqué qu'il casse et dont il met les morceaux dans le braséro. C'est au début du ramadan de 2012 que la guerre a fait irruption chez lui. Juste devant sa maison, un homme cagoulé a lancé une roquette sur une auto qui passait. Quatre personnes sont mortes carbonisées à l'intérieur. Tubal pouvait voir leur visage et cela le poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Il a couru jusqu'au magasin le plus proche, a acheté du pain, des œufs, de la graisse pour lui, sa femme et ses deux enfants. Puis ils n'ont plus quitté leur appartement pendant vingt jours. Jusqu'à ce qu'ils aient épuisé leurs réserves et qu'ils apprennent à vivre avec la guerre.

Les rebelles qui ont pris des parties d'Alep venaient surtout des pays environnants et ils étaient composés de groupuscules très différents, certains modérés, d'autres extrémistes. De nombreux groupuscules se sont radicalisés au fil des années.

Dans son quartier, les combattants n'ont pas tardé à interdire l'alcool puis les cigarettes, nous dit Tubal. Il est croyant et cela ne l'a pas gêné au début. Mais quand, quelques semaines plus tard, leur chef est venu à la prière du vendredi avec sa kalachnikov, il a trouvé que les choses allaient trop loin. Tubal a cessé de fréquenter la mosquée. Il a enlevé ses enfants de l'école. Il est impossible, dit-il, de revenir ensuite sur le lavage de cerveau opéré par les islamistes.

Pendant que Tubal et les quatre autres hommes se chauffent autour du braséro, on entend au loin le grondement des bombardements. Un homme s'approche du feu. Petit, la peau tannée comme du cuir. D'abord il sourit puis il se met à pleurer. Il balbutie des mots incompréhensibles, fixe les braises de ses yeux écarquillés. « C'est Mohammed, dit l'un des hommes. Il a perdu la raison à cause de toutes ces bombes. » L'homme pleure, rit, pleure à nouveau avant de continuer son chemin et de disparaître entre les ruines sombres.

À flanc de collines, la partie ouest d'Alep restée pendant tout ce temps aux mains des hommes fidèles au régime est peu endommagée. La partie est qui était contrôlée par les rebelles, ainsi que la vieille ville et les célèbres marchés, est un véritable mémorial de la guerre. Malgré tout, des gens reviennent dans les quartiers détruits, ils ouvrent des magasins, transportent des matelas dans les maisons froides, éventrées par les bombes.

Des soldats russes débarrassent les maisons des mines rebelles, démontent des remparts faits de bus entassés. Dans les rues adjacentes on trouve encore des pièges explosifs laissés par les rebelles au moment de leur repli. Des enfants jouent à côté de bouteilles de gaz transformées en grenades.

Partout en ville l'électricité est produite par des générateurs. Les rues ne sont que des tranchées au milieu des décombres et partout flotte un voile de cendre et de poussière. Parfois des gens s'arrêtent en pleine rue, perdus, muets et tristes, survivants égarés. Le quartier d'Ahmed Tubal le boucher était contrôlé jusqu'en décembre par la milice du Front Fatah al-Cham, un groupe de rebelles extrémistes qui, selon l'ONU, représentait 10% des combattants à Alep. « Rejoins l'armée du Fatah », peut-on lire, écrit en grosses lettres, sur le sol d'une habitation, surface qui pend comme un drap sur ce qui reste de la façade, comme si un dieu forcené avait donné un gigantesque coup de hache sur l'étage du haut.

« Ils criaient Allahu akbar à tout bout de champ », dit Tubal, « Dieu est grand ». "Ils entraient dans les magasins, criaient Allahu akbar, déclaraient que le propriétaire n'était pas croyant et confisquaient tout. Ils disaient : Tu es la femme d'un policier, ils criaient Allahu akbar et ils prenaient la femme. Puis il y a eu de plus en plus d'étrangers, les combattants étaient de moins en moins des Syriens. » Celui qui n'allait pas régulièrement à la mosquée était puni de quinze jours de prison. « Allahu akbar par ci, Allahu akbar par là », dit-il sur un ton plein de mépris.

Il dit qu'une de ses connaissances a été tuée par balle lors d'un achat de cigarettes. Ils auraient aussi exécuté un jeune commerçant, quelques centaines de mètres plus bas, sous prétexte qu'il aurait dit qu'il ne pouvait pas faire crédit, pas même au prophète : blasphème !

L'histoire est écrite par les vainqueurs. Dans le quartier, tout le monde prétend maintenant qu'il était contre les rebelles. Ceux qui n'étaient pas de cet avis se taisent ou ne sont plus là pour raconter leurs histoires. Mais Assad a toujours eu beaucoup de sympathisants à Alep. De leur point de vue, la guerre a été importée de l'extérieur dans leur ville. « Ils nous ont volé notre quartier », dit Tubal.

En Syrie la guerre civile met face à face une opposition à majorité sunnite et un régime marqué par la doctrine alaouite. La stratégie de ce dernier était claire depuis le début : aller jusqu'au bout si l'on veut gagner. C'est ce que montrent les centaines de milliers de victimes civiles qui ont péri pendant les attaques aériennes menées par les forces gouvernementales, c'est aussi ce que montre un rapport récent publié par Amnesty International. Dans la prison militaire de Sahnaya près de Damas, des exécutions massives ont fait plus de 13000 morts depuis 2011 ; la torture et le viol y étaient pratique courante.

Le régime mise sur la destruction, non sur la réconciliation. Assad a remporté des victoires militaires grâce à ses puissants alliés – mais qu'en est-il de l'avenir ?

Sur le balcon en face de la boucherie de Tubal on entend tinter dans le vent ce qui reste d'un lustre. À ce moment arrive comme tous les jours le petit Hamzi, un gamin du voisinage. Il demande si quelqu'un pourrait venir enlever l'obus tombé dans sa chambre et qui est là depuis des semaines. Il a peur et n'ose plus pénétrer dans l'appartement. Il ne sait pas où sont ses parents.

La lumière venue du magasin de Tubal éclaire d'une lumière blafarde la rue qui d'habitude est plongée dans une profonde obscurité. Des garçons jouent à la balle, sauf que le ballon est ici remplacé par une douille de gros calibre. « Toute une génération est perdue », dit Tubal.

2. Lattaquié

Le trajet jusqu'à Lattaquié dure cinq heures, alors qu'il n'y a que 144 km à parcourir, mais c'est un voyage dans un autre monde.

Les bus, les autos, les blindés, tous les véhicules empruntent la seule et unique route qui relie Alep au reste de la Syrie d'Assad. À quelques encablures à l'Est, l'EI est sur le qui-vive, à l'Ouest c'est le domaine des rebelles.

La route passe par des villages détruits et déserts avant de longer le lac Jabbūl et de descendre vers le sud. Des blindés et des bus carbonisés bordent la route. De temps en temps on aperçoit des obus plantés dans le sol aride et bruns, ils n'ont pas explosés et se dressent comme des cactus. Au sommet des collines qui longent la route, l'armée a édifié des fortins faits de pierre et d'éboulis.

Lattaquié est situé derrière la barrière de montagne parallèle à la côte, et ici presque rien n'a changé. Sur la corniche, les hommes continuent à venir chaque matin lancer leurs lignes dans la mer, même quand le ressac d'hiver vient durement frapper la côte. De nombreuses villas sont fraîchement repeintes, les commerces marchent bien, on a même allongé les durées d'ouverture parce que, dit-on, les gens venus d'Alep aiment bien venir faire des emplettes tard le soir.

La plus importante ville portuaire de Syrie est connue pour ses plages et ses hôtels de luxe. Elle est protégée par les Russes qui y ont établi une base aérienne en 2015. La guerre n'a touché Lattaquié qu'au début et de façon brève. La ville est l'un des bastions des alaouites, cette minorité religieuse à laquelle appartient le président Bachar al-Assad. Sa famille contrôle l'économie et le trafic de contrebande. Il y a une grande pauvreté à Lattaquié mais aussi une richesse incroyable. On construit de nouveaux restaurants, on ouvre des cafés, on organise des fêtes.

Ghaith Salman est assis sur un tabouret de bar d'un hôtel cinq étoiles. Jogging Adidas bleu ciel, cheveux courts. Il est très remonté. „Pourquoi le monde entier s'acharne-t-il contre nous? On n'a pas le droit de vivre ? Simplement parce que des gens meurent à Alep ? » En novembre dernier, pendant que les bombes pleuvaient sur Alep, que des milliers de personnes perdaient leur maison et leur vie, Salman organisait à Lattaquié la deuxième Fashion Week syrienne. Il avait lui-même choisi des mannequins du cru et de jeunes designers y présentaient leurs collections : hot pants, chaussettes over-the-knees et vestes à motifs dorés. Les médias arabes ont parlé de cynisme. Il n'a toujours pas digéré cette attaque.

« Je me moque bien d'Alep », dit-il en s'étirant. Un petit sac à main s'agite à son poignet. Dans le foyer de l'hôtel des vidéos montrent des plages bondées, avec des enfants qui construisent des châteaux de sable et des couples qui dansent à la lumière des stroboscopes. Des prises de vue datant de l'été dernier – et tournées à Lattaquié. À une table derrière Salman sont assis deux surveillants locaux embauchés par le régime en place. À une table à côté, la commissaire mandatée par le ministère de l'Intérieur prend consciencieusement des notes. Salman n'a pas besoin de se faire du souci. « La presse ment », dit-il. Elle ment sur lui sur la Fashion Week et logiquement sur d'autres choses encore.

« On ment pour nuire à Assad ! », dit-il. Les horreurs à propos des bombardements d'Alep ne sont pour lui que des fausses rumeurs colportées par les ennemis du régime. Les surveillants approuvent d'un mouvement de tête. « Nos soldats meurent pour que

nous puissions vivre, dit Salman. Et la moindre des choses, c'est de vivre pour les remercier. »

Quand le soir tombe et que le vent souffle de la terre vers le large, Salman se rend au café *Moscow*. Là-bas, les Russes ne payent pas car le propriétaire veut leur montrer sa reconnaissance pour la « paix » qu'ils ont apportée. Il a ainsi baptisé son établissement après le premier véto des Russes contre les sanctions de l'ONU en Syrie en 2011. En retour les militaires lui ont offert un uniforme qu'il garde dans le cagibi qui lui sert de chambre et où il prépare ses examens de droit qui devraient ensuite lui permettre d'aller en Russie.

Les criminels de guerre des uns sont les héros des autres. Salman aussi aime les Russes. Grâce à eux ses modèles vont de nouveau pouvoir arpenter les podiums. Quand tout sera fini, dit-il, les Syriens se remettront ensemble. Comment ? Ça il ne le sait pas.

3. Homs

C'est ici que l'on peut voir comment le régime imagine l'avenir. La voie rapide longe la côte en direction du sud. Partout les constructions se succèdent. Il y a là des villages totalement intacts, des orangeries, des serres. Sur les toits du linge flotte dans le vent venu de la mer. Nous passons devant Tartous où mouille la flotte russe et où va bientôt s'ouvrir un hôtel de luxe. Les alaouites qui vivent dans cette région ont perdu beaucoup de leurs fils dans les combats. Mais ici la guerre n'a laissé aucune trace visible.

La route bifurque vers l'Est en direction des montagnes dont les sommets enneigés brillent au loin. Plus on s'approche de Homs, plus on est ramené dans le gouffre de la guerre.

Près des deux tiers de la ville sont en ruine. C'est ici que se trouvait autrefois le centre de la révolte syrienne. Quelques semaines après le début des manifestations pacifiques à Daara en mars 2011, les habitants de Homs, dont la moitié était de confession sunnite, sont descendus dans la rue. Le régime a réagi avec une extrême brutalité. Des manifestants ont été tués, des blindés sont entrés en action. Pendant trois ans, la ville fut l'enjeu de violents combats jusqu'à ce que la plus grande partie des rebelles quitte la ville en mai 2014. Depuis, Homs est sous contrôle de l'armée d'Assad. Seuls quelques rebelles sont encore retranchés dans une partie de la ville, mais un cessez-le-feu a été conclu.

Comme plus tard à Alep, des quartiers entiers ont été bombardés et vidés de leurs habitants. Dans les zones qui étaient aux mains des rebelles, des squelettes de maisons se dressent vers le ciel. Une seule solution désormais : les raser. On ne peut s'empêcher de penser à Dresde en 1945 ou à Stalingrad.

La ville va maintenant être reconstruite. L'ONU a mis sur pied un programme spécial, le premier de ce genre en Syrie. Il est dirigé par Ghassan Jansiz ; parmi ses conseillers se trouve sa femme, Marwa Al-Sabouni, une architecte de 35 ans. Chaussée de simples sandales en cuir, elle traverse le centre historique de la ville, là où se pressait la foule autrefois. Maintenant l'endroit est désert et il y règne un silence de mort.

Les lourdes coupes des thermes romains ont résisté aux bombardements. Sabouri y pénètre prudemment puis elle s'arrête dans une petite salle adjacente. Le sol est recouvert d'une épaisse couche de cendre de 30 centimètres environ, les restes

calcinés de bancs et de tables en bois mais aussi les restes de dizaines de cadavres retrouvés ici. Sabouni ne dit rien à ce sujet. À la place elle montre une plaque noircie par le feu : « Je crois que nous pourrions sauver cette mosaïque. »

Homs, c'est la volonté du gouvernement, doit devenir le symbole d'un nouveau départ de la Syrie. Une vie nouvelle doit s'épanouir sur la cendre des morts.

La chose est-elle possible ? Même Sabouni se montre sceptique. « Financièrement, la ville est en faillite. Beaucoup de familles sont parties depuis trop longtemps, elles ont commencé une nouvelle vie ailleurs. » Les gens ont peur de tout recommencer ici, dit-elle. Tout le monde est surveillé. Tout le monde se méfie de tout le monde et se demande ce que les autres manigancent. Homs est un symbole mais pas vraiment dans le sens imaginé par le régime.

L'architecte quitte la vieille ville et se dirige vers le quartier d'Al Khalidiya, repris aux rebelles par les troupes gouvernementales après des combats acharnés en juillet 2013. C'est là qu'elle parle du passé.

Au moment où la guerre l'a frappée, elle jouait avec ses enfants dans le salon de sa maison. Comme aujourd'hui elle vivait dans une petite rue proche de la rue Midan, l'un des rares quartiers encore plus ou moins intacts. En face il y avait une petite boulangerie, en bas un vieil homme vendait des assiettes et des gobelets en plastique. Un obus de mortier est tombé juste devant sa maison. Une fois le bruit de la déflagration dissipé, elle a regardé par la fenêtre. Là où, dix minutes auparavant, des camarades de sa fille jouaient à faire rebondir une balle contre un mur, il n'y avait plus que les cadavres des enfants.

Jamais elle n'oubliera cette journée, dit-elle. Les gens ont commencé à fuir leur quartier. Mais Sabouni ne voulait pas partir. Pendant deux ans et demi, le front n'était situé qu'à quelques rues de là. Ils ne quittaient pratiquement jamais leur maison. Elle expliquait aux enfants les trajectoires de bombardiers, leur expliquant qui tirait d'où vers où, pour leur enlever la peur. Ils lisaient le soir à la lumière des bougies, pendant que les explosions devant leur porte devenaient de plus en plus leur lot quotidien. Elle écrivait sa thèse de doctorat sur la stéréotypisation de l'architecture islamique. Elle étudiait ce qui était réduit à néant par les bombes juste devant sa fenêtre. « Ce n'est évidemment pas aussi terrible qu'ici », dit-elle en regardant d'un air désespéré l'ancienne place d'Al Khalidiya.

Des buissons poussent au milieu de l'asphalte éventrés. Les maisons sont remplacées par des tas de ruine. Le silence est presque total.

À quelques rues de là, Hissam Jabour est revenu dans son ancienne maison. Il a pu réinstaller deux petites pièces au rez de chaussée, au total douze mètres carrés. Des canapés, quatre matelas étroits, une gazinière. Dans les ruines du premier étage, ses enfants donnent à manger à un lapin blanc. La commissaire du ministère de l'Intérieur le connaît bien, lui et sa femme ; elle accompagne volontiers les journalistes jusque chez eux.

Le couple raconte bravement qu'il est satisfait de l'accord de réconciliation qui a été conclu en mai 2014 et a conduit à ce que les rebelles quittent la ville. Mais Jabour ajoute : « Ils ont détruit notre pays. C'est une chose impossible à pardonner ».

En Syrie, tout le monde était heureux avant la guerre. Il n'y avait aucune raison de se battre.

« Les gens croient ce qu'ils veulent bien croire », dit l'architecte Sabouni, quelques rues plus loin, quand aucun commissaire n'est plus là pour nous entendre. Ses souvenirs d'autrefois sont confus : « Comme s'il y avait un brouillard sur tout ce qui existait avant la guerre. » Évidemment tout n'était pas parfait avant la guerre, dit-elle. Elle ne veut pas idéaliser cette période, comme le font de plus en plus de Syriens.

Au sein de la municipalité il existe une fraction qui propose de laisser la vieille ville dans l'état où elle est maintenant. Des pierres, de la cendre, des douilles de balles, un champ de ruine. Une sorte de rappel : Vous avez donné votre ville aux rebelles, vivez maintenant avec les conséquences. Mais Sabouni est convaincue que la reconstruction est une étape importante vers la réconciliation. Il faut panser les plaies que la guerre a ouvertes dans les villes, ensuite les autres blessures pourront guérir. Pour elle, l'architecture devrait contribuer à colmater les failles entre les religions et les différentes couches de la population.

Mais l'architecture peut-elle réconcilier une société qui s'est désagrégée avec autant de violence ? Sabouni hésite un moment : « En Allemagne, après la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu un esprit communautaire, dit-elle, une volonté collective de reconstruire le pays. » Or ce sens de la communauté est ici absent. « Avant la guerre déjà, il n'y avait pas de véritable identité syrienne commune. »

Homs a toujours été plus conservatrice que Damas. Les adeptes des différentes religions étaient souvent d'opinion différente. Mais ils avaient réussi à faire une chose dont Homs était fière dans toute la Syrie : les gens vivaient ensemble de façon pacifique.

Aujourd'hui les tensions religieuses sont plus fortes que jamais. Tout le monde n'a pas le droit de revenir dans la ville détruite. Les sunnites qui soutenaient majoritairement la révolte contre Assad ont toutes les peines du monde à retrouver leurs anciens foyers. Les fonctionnaires du régime, les milices gouvernementales qui font la pluie et le beau temps dans les différents quartiers, veulent les tenir à l'écart.

Ceux qui veulent revenir doivent se soumettre à une enquête. Il suffit souvent qu'un parent ait sympathisé avec les rebelles pour se voir refusé le droit au retour. « Beaucoup n'osent même pas faire la demande, tant ils ont peur d'être persécutés », dit un homme qui préfère garder l'anonymat. Le reproche de nettoyages religieux et de déplacement de population est dans l'air.

Le plan de reconstruction de Homs ne prévoit aucune place pour ceux qui sont descendus dans la rue pour faire valoir leurs droits. Les sunnites voient là une nouvelle répression menée par le régime d'Assad.

Pour Talal al-Barazi, le gouverneur de Homs, tout cela n'est pas un problème. C'est un fidèle artisan d'Assad, un homme au sourire doux. Il nous invite dans son bureau entièrement décorée de boiseries. « Les gens rendent leurs armes, on vérifie ce qu'ils ont fait, et s'ils ne se sont rendus coupables de rien, ils ont le droit de revenir », dit-il.

Mais que veut dire : n'être coupable de rien ? Les combattants et les sympathisants de l'opposition redoutent d'être jetés en prison, torturés, tués. Dans le meilleur des cas ils doivent s'attendre à être incorporés contre leur gré dans l'armée d'Assad.

Pendant que le gouverneur nous dit avec quelle habileté il a mis en place à Homs le « programme de réconciliation » - le retrait volontaire pour les rebelles –, il dévoile le calcul militaire qui se cache derrière: « Il est préférable de concentrer l'ennemi en un seul endroit pour le combattre ensuite de façon efficace. » Comme dans le nord-ouest du pays, autour de la ville d'Idlib, où sont regroupés la plupart des rebelles et où se concentrent les attaques aériennes menées par les Russes.

Dans la logique du régime syrien, réconciliation et extermination vont de pair - ce n'est qu'une fois que tous les ennemis seront tués que le pays pourra être pacifié. Selon ce point de vue, la révolte contre Assad n'est pas venue de l'intérieur de la société, les responsables sont des « terroristes ».

Un proverbe syrien dit : Il suffit de mentir assez longtemps pour que le mensonge devienne vérité. Un voyage à travers la Syrie, sous la surveillance des commissaires de Bachar al-Assad, montre que la véritable opinion de nombreux Syriens se cache derrière la peur, que la souffrance de l'autre bord est passée sous silence. Il montre que le régime d'Assad peut gagner la guerre mais ne laisse guère de champ à la réconciliation. Il n'a prévu aucune place pour les citoyens qui, il y a bientôt six ans, sont descendus dans la rue et se sont soulevés contre un dictateur qui torture systématiquement ses opposants et ne donne aucun moyen de s'exprimer à son peuple.

De nombreux partisans du régime sont nostalgiques d'une coexistence qui, de leur point de vue, a fonctionné. Mais le gouvernement n'offre d'autre choix aux rebelles que de se soumettre.

Dix ans de guerre ne peuvent pas diviser un peuple qui a vécu en paix durant mille ans avec ses différentes confessions, dit le gouverneur de Homs, Talal al-Barazi. Bientôt tout va rentrer dans l'ordre et tout sera aussi merveilleux qu'avant : une convivialité pacifique où tout le monde se sentira heureux.

Entre les mains des gangsters

Le dictateur Assad perd la gouvernance de ses territoires : les milices contrôlent de grandes parties du pays. Leurs combattants font de la contrebande, volent et kidnappent. Personne ne peut les arrêter car l'armée a besoin d'eux.

Par une matinée froide d'hiver, un vieil homme est debout dans la rue devant sa machine à expresso, à l'est d'Alep. Il est un peu plus de 8 heures, la moitié de la ville qui a été reprise par les forces gouvernementales au mois de décembre, s'éveille à la vie. Des marchands de légumes sortent leurs étals qu'ils posent à même les ruines amoncelées devant leur boutique. Dans les rues, des gens déblaient les décombres. Nous ne dévoilerons pas le nom de l'homme à la machine à café, cela signifierait son arrêt de mort. À côté de son comptoir improvisé se trouve un jerrycan découpé qui lui sert à faire du feu et au-dessus duquel il se chauffe les mains. Il y a quelques semaines, juste après la reprise de la ville par les forces gouvernementales, il est revenu dans son petit atelier où il avait l'habitude de réparer des motos – mais c'était trop tard. Il a tout de suite vu que la serrure avait été forcée.

À l'intérieur se trouvaient des combattants en uniforme appartenant à une milice pro-gouvernementale. Ils étaient en train de sortir de son garage une moto ainsi que ses outils de fabrication allemande et les pièces détachées. Deux miliciens l'ont menacé avec leur kalachnikov sans dire le moindre mot. Il n'a eu d'autre choix que de repartir avant que les hommes chargent sur un pick-up tout ce qui lui appartenait.

Pendant qu'il nous parle, d'autres civils s'approchent du feu et approuvent de la tête. L'un d'eux, qui possède une petite épicerie, nous raconte : À peine les soldats de l'armée régulière étaient-ils partis que les miliciens ont vidé son magasin. Un autre rapporte que les miliciens ont tué son frère. Celui-ci était blessé, allongé sur un lit. Cinq miliciens sont entrés et ont dit d'évacuer la maison. « Sors-le d'ici ! Cette maison est à nous ! » Il a répondu que son frère ne pouvait pas bouger. L'un des miliciens a alors sorti son arme et a tiré une balle dans la tête de son frère. Puis les miliciens ont commencé à piller la maison.

Il y a de plus en plus d'hommes du quartier à venir autour de la machine à café. Tous parlent de pillages – jusqu'à ce qu'un milicien remonte la rue. Son uniforme est orné d'un faucon doré : l'emblème de la Desert Hawks Brigade, l'une des deux plus puissantes milices à sévir dans les zones contrôlées par Assad. Aussitôt, tous les hommes qui se pressent autour du feu s'arrêtent de parler.

Depuis des mois, l'armée de Bachar al-Assad progresse dans de grandes parties du pays. Mais ces succès militaires ne sont possibles que grâce au soutien massif de troupes extérieures à l'armée régulière du dictateur : ce sont des contingents venus d'Iran, de Russie – et surtout les milices formées sur le terrain. Ces dernières ont pris le contrôle de nombreux territoires.

Elles assassinent, pillent et s'en prennent aux civils. Personne ne peut les arrêter, pas même Assad, car elles sont devenues entre-temps plus puissantes que sa propre armée. Les milices sont devenues le véritable pouvoir en Syrie.

Longtemps avant le début de la révolte de 2011 en Syrie, Assad, qui fait partie du groupe confessionnel des Alaouites, misait surtout sur la loyauté de ses coreligionnaires dans les postes élevés des armées et des services secrets. Mais les Alaouites ne représentent que 12% à 15% de la population syrienne. Et à partir de 2012 le nombre de soldats a rapidement diminué parce qu'il y a eu des dizaines de milliers de désertions, parce que les gens en âge d'être enrôlés ne répondaient pas à l'appel des drapeaux et aussi à cause du grand nombre de tués. En septembre 2015, quand la Russie est entrée en guerre, l'armée syrienne ne comptait plus que 6000 hommes d'après Charles Lister du Middle East Institute à Washington, qui s'appuie sur des déclarations dignes de foi d'officiels russes.

Pour ménager les troupes régulières, le régime a conclu très tôt un pacte diabolique : les loyalistes armés avaient le droit de créer leurs propres milices. C'est ainsi que des mafieux et des chefs de gangs sont devenus des seigneurs locaux qui ont pu impunément faire prospérer leurs affaires en échange de leur loyauté envers Assad. Les deux plus grandes milices, la Desert Hawks Brigade dont le siège est installé dans la ville portuaire de nord à Lattaquié et les Tiger Forces originaires de la région de Hama disposent chacune d'environ 3000 à 6000 hommes armés. À cela il faut ajouter des centaines de petites milices pro-gouvernementales.

Pain, essence, médicament – tout cela manque dans le pays. Ceux qui contrôlent la répartition de ces biens peuvent acheter davantage d'armes et recruter davantage de combattants. C'est ainsi que ces seigneurs de la guerre sont devenus un véritable pouvoir dans les villes et les régions.

Pendant que l'armée syrienne, dans son désespoir, va jusqu'à recruter dans les prisons, les milices voient affluer les volontaires. Ces dernières payent en effet jusqu'au triple de la solde de l'armée. Et elles laissent beaucoup de liberté à leurs hommes qui ont le droit d'exiger des droits de passage aux check-points, de faire du commerce de drogue pour leur propre compte, de faire du trafic d'essence et de piller les villages conquis.

Assad leur est redevable : quand ses troupes, soutenues par des unités russes, ont repris Alep en décembre 2016, on a surtout vu des soldats de l'armée régulière syrienne devant les caméras de télévision. Mais les vrais combats ont été menés par des mercenaires irakiens, afghans et libanais sous commandement iranien – et par des milices pro-gouvernementales venues en renfort pour stabiliser les territoires conquis. Et pour piller.

Le territoire tenu par le régime est aujourd'hui aussi éclaté et soumis à autant d'alliances changeantes que les régions rebelles. Des centaines de groupes loyalistes ont pris le contrôle des régions ; ils sont les grands gagnants de la guerre et font régner la peur.

La ville de Hama où les troupes du fondateur de la dynastie, Hafez al-Assad, ont réprimé une révolte avec une extrême brutalité en 1982, tuant plus de 10 000

personnes en l'espace de quelques semaines, est devenue l'Eldorado des seigneurs de la guerre.

C'est là que sont nées les Tiger Forces d'un mélange hétéroclite d'officiers du très redouté service secret de l'armée de l'air, de chefs de clans locaux et de criminels. Ils se sont regroupés autour d'un officier alaouite et, à partir de 2011, ils ont aidé le régime à réprimer la révolte dans la province de Hama. Aujourd'hui, cette milice dispose de bases dans de larges secteurs de la Syrie.

Les deux chefs les plus importants à Hama sont Ali Shelly, un criminel notoire, et Talal Dakkak, qui a un lion comme animal domestique. On dit que Dakkak donne ses victimes en pâture à ses animaux.

Tous deux font enlever les gens comme bon leur semble, ils pillent, font du trafic d'hydrocarbures et même d'essence qu'ils revendent parfois à l'État Islamique (EI) contre lequel l'armée d'Assad combat officiellement.

L'été dernier, une unité de l'armée a arrêté un convoi de plusieurs camions citernes remplis d'essence. Ils appartenaient à Dakkak. De toute évidence, le carburant était destiné à des unités de l'EI. Les soldats n'ont pas osé le confisquer. Par peur des représailles, ils ont confié le carburant au service secret local de l'armée de l'air – qui est en fait en cheville avec les Tiger Forces. Il n'a pas fallu attendre longtemps avant que le convoi puisse reprendre la route.

Assad a en effet besoin des milices sur les différents fronts où l'on se bat. Et même si ce n'était pas le cas, il ne pourrait rien faire contre elles. Elles sont puissantes et riches. Au début du mois de février, il y a eu de nouvelles pénuries à Alep, les médicaments les plus urgents manquaient. La milice de Shelly, qui fait payer des droits de passage sur le seul couloir contrôlé par les soldats d'Assad, confisquait les médicaments pour les revendre à son profit.

Quand ça rapporte de l'argent, Shelly est même prêt à aider les ennemis d'Assad : un document des services secrets syriens daté du 5 mai 2015 montre comment Shelly approvisionne en armes les troupes rebelles. Ce n'est sans doute pas un hasard si le document est sorti au grand jour car les services secrets des armées se livrent à une concurrence acharnée avec les services secrets de l'armée de l'air et ses amis des Tiger Forces pour obtenir plus de pouvoir et d'avantages.

Tels sont les hommes qui font la guerre d'Assad.

Dans un village d'un territoire conquis par le régime, un médecin est assis avec sa femme sur le canapé du salon et tous deux discutent par téléphone mobile avec le journaliste.

La voix de la femme est tremblante de peur quand elle commence à raconter : « Ça s'est passé chez nous, dans le village. Des hommes en uniforme sont entrés dans la maison d'une femme. Ils l'ont ligotée, ont volé son argent et l'ont torturée jusqu'à ce qu'elle dise où était caché l'argent de son mari. Quand les hommes ont eu l'argent, ils ont disparu comme ils étaient venus. »

Son mari nous parle à son tour : « Il y a deux jours, un commerçant a été enlevé ici ». Il ajoute qu'il y a quelques semaines des amis à lui ont été dévalisés sur la route. Il y avait là un check-point improvisé ; les miliciens les ont fait s'arrêter, les ont tirés hors de la voiture puis sont montés à bord et ont filé avec la véhicule.

Les paysans qui veulent passer de tels check-points doivent payer une sorte de dîme sur leurs récoltes. Ou la récolte est carrément confisquée. Dans certains villages, les hommes ont pris les armes et ils font des patrouilles, la nuit, pour chasser les miliciens venus piller.

Le médecin nous dit que les rôles sont clairement répartis entre les deux chefs des Tiger : la plupart des enlèvements sont à mettre au compte de Talal Dakkak – la contrebande est plutôt le pré carré d'Ali Shelly.

L'armée ou les services secrets ont bien essayé de s'opposer à ces seigneurs de la guerre. Mais ça s'est toujours terminé par un fiasco. En mars 2016, après des échanges de coups de feu, des unités d'Assad avaient réussi à faire prisonnier le chef de l'une des plus puissantes milices chrétiennes du nord de la province. Mais ses partisans ont protesté si violemment que l'homme n'a pas tardé à être relâché.

« Oui, nous avons des problèmes », concède Hussein Dayoub, le président du parti Baas à Hama. L'homme est assis dans son bureau lambrissé sous le portrait du président : « Oui, c'est vrai aussi que des miliciens mettent en place des check-points pour extorquer de l'argent. Oui, il y a aussi des trafiquants et des enlèvements. » Mais pour lui, impossible de dire qui tire les ficelles.

Le chef en théorie tout puissant du parti gouvernemental de la ville a manifestement peur de tomber en disgrâce auprès des milices – les vrais maîtres de Hama. Même le ministre de la Réconciliation nationale à Damas dit au journaliste que l'on sait bien sûr tout cela, mais qu'on n'a pas le pouvoir d'y mettre un terme.

Ceux qui disputent le plus âprement le pouvoir et les profits du trafic aux hommes de Hama se trouvent à Lattaquié, le bastion alaouite situé sur la côte. Il pleut, des nuages bas arrivent de la mer. Entre les champs, aux portes de la ville, se trouve l'usine métallurgique de Mohamed Jaber. Autrefois on y fabriquait des poutrelles pour le bâtiment, maintenant on y soude des missiles et on monte du blindage sur des pickups. C'est l'une des bases de la Desert Hawks Brigade et l'une de leurs fabriques d'armes. Un grand hangar en béton recouvert de tôle ondulée de près de 200 mètres de long. À gauche, dans la boue, se trouvent huit blindés T-72 de fabrication soviétique. Autour du hangar : des véhicules militaires, des transporteurs de troupes récents, de l'artillerie lourde.

Devant l'ancien bâtiment administratif de jeunes gens traînent et s'ennuient, certains n'ont pas plus de 15 ans. Ils portent des treillis, ils ont les yeux fatigués, ils participaient encore à la bataille d'Alep il n'y a pas très longtemps. Accroupis sous la pluie entre des boîtes de vitesses de camions et des armes anti-aériennes, ils fument. À l'intérieur, dans les armoires en bois où s'entassaient autrefois les bons de commande et de livraison, il n'y a plus que des caisses de munitions.

Après nous avoir complaisamment montré sa fabrique d'armes, Jaber, le chef des Hawks, nous invite à venir chez lui. Il habite au quatrième étage d'un immeuble huppé du port de Lattaquié. Les murs sont lambrissés, le sol est en marbre. Au fond d'une pièce trône un immense écran plat. Des vidéos de propagande de sa milice sont en train de passer. Sur une console sont disposés des documents encadrés : des remerciements de la Fédération russe.

Jaber est un homme replet et content de lui. Pendant une bonne heure, il nous parle des succès militaires de sa milice, aboie contre ses domestiques, fait apporter des cartes du pays et du thé.

Il concède que ses hommes se livrent au pillage. Mais très rarement. Et d'ajouter qu'il y a partout des brebis galeuses. « Nous sommes très nombreux. Certains sont bons, d'autres mauvais. Mais tous combattent pour notre pays, et c'est ça le plus important. » Il ajoute encore : « A Hama, il y a des milices. Eux ce sont vraiment des gens qui kidnappent, pillent et tuent. » Il fait allusions aux Tiger Forces, ses grands rivaux.

Pendant l'offensive contre Palmyre en ruine, au mois de mars 2016, il y a eu des échanges de coups de feu entre les Tiger Forces et la Desert Hawks Brigade. Une délégation de gradés a vite été dépêchée depuis Damas pour apaiser les tensions. Depuis, le régime d'Assad essaye d'engager les Tigers et les Hawks sur des fronts différents.

C'est surtout le trafic qui a fait de Mohamed Jaber et de son frère Ayman des hommes riches. Dans les années 90, ils ont commencé avec le trafic d'hydrocarbures en provenance d'Irak. Puis ils ont investi leurs millions dans l'industrie métallurgique. Quand la guerre civile a commencé en Syrie en 2011 et que les sanctions internationales ont asphyxié le régime d'Assad, on leur a demandé de s'occuper de l'approvisionnement en pétrole et en essence grâce à leurs différents contacts.

Pour protéger les convois qui, durant ces années, traversaient le désert, les frères Jaber ont recruté des centaines d'anciens soldats – et des criminels. En août 2013, Assad a signé un décret autorisant les entreprises privées à disposer de leurs propres forces de sécurité. C'est ce qui a permis à ces kleptocrates fidèles au régime de devenir de véritables seigneurs de la guerre.

Mais Jaber dit qu'il n'est intéressé ni par le pouvoir ni par l'argent. Il en a suffisamment. Il veut simplement aider le grand président Bachar al-Assad. Une fois la guerre terminée, il rendra ses armes. Un moment après, il ajoute : « Nous pourrions contrôler 60% du pays, si on nous laissait faire. »

Les Russes procèdent de façon pragmatique avec les milices : selon la situation, les seigneurs de la guerre locaux reçoivent des armes et des médailles ; ils peuvent même faire des selfies avec des officiers russes. Mais en privé les généraux russes se plaignent de l'état ahurissant de l'armée et des milices.

Si les seigneurs de la guerre prennent encore de l'importance, Assad ne sera bientôt plus qu'un souverain sans pays, entouré d'un cercle de bandits et de trafiquants. Sans parler du fait que ces derniers deviennent de plus en plus influents au niveau politique : aux élections législatives du printemps dernier, les grands gagnants n'ont pas été, comme par le passé, les candidats de la vieille garde mais les représentants des seigneurs de la guerre.

Évidemment les élections en Syrie ne reflètent pas la volonté des électeurs. Elles révèlent simplement qui peut user de la force pour placer ses candidats. On entend souvent dire qu'Assad est certes cruel, mais qu'il incarne malgré tout la dernière autorité nationale dans le pays. La force des milices tend à prouver qu'il a en réalité perdu cette autorité depuis longtemps.